

SAUVEGARDE DES TERRES D'ELEVAGE

Fligny
61570 ALMENECHES

NONANT ENVIRONNEMENT

11 route de Sées
61240 NONANT-LE-PIN

Communiqué de presse

Centre de stockage de déchets ultimes de GDE à Nonant le Pin

**LES PLUS HAUTES INSTANCES DE L'ETAT AU SERVICE DE GDE :
PLAISANTERIE OU SCANDALE D'ETAT ?**

Nonant-le-Pin, le 7 octobre 2014 : GDE se prévaut de l'intervention des plus hautes instances de l'Etat pour l'exécution d'une expulsion.

Monsieur MOUTOUH, avocat de GDE jusqu'en juillet 2014 et désormais directeur général de GDE, aurait-il fait intervenir son ex associé désormais ministre de l'intérieur Monsieur CAZENEUVE pour obtenir l'expulsion des bloqueurs ?

Rappelons que ce site a ouvert le 22 octobre 2013 non seulement à l'état de chantier, c'est-à-dire que les travaux n'étaient pas achevés mais qu'ils étaient interrompus en raison des désordres graves affectant les bassins de traitement dont 2 d'entre eux ont été constatés effondrés par PV du 17 octobre 2013.

Monsieur MOUTOUH accuse les bloqueurs d'être des saboteurs à seule fin de leur faire prendre en charge un « manque à gagner colossal », dont nous observons qu'il augmente à chaque déclaration, manque à gagner qui ne résulte pas du blocage mais de l'impossibilité d'exploiter dès l'origine.

Qui sont les saboteurs ?

Ceux qui ont fait croire à une installation en état de fonctionnement ou ceux qui ont empêché qu'un chantier inexploitable soit exploité ?

Ceux qui ont, en 2 jours d'exploitation, provoqué une pollution objet de l'expertise ordonnée le 26 mai dernier ou ceux qui ont permis d'éviter une catastrophe écologique en empêchant le déversement de nouveaux déchets qui ne pouvaient pas être traités ?

Ceux qui ont déversé des déchets illicites et dangereux ou ceux qui ont empêché que l'infraction se poursuive ?

Ceux qui aujourd'hui bloquent l'expertise ordonnée par le Tribunal et veulent dissimuler les preuves ou ceux qui empêchaient l'accès au site pour les préserver ?

Ceux qui n'ont d'autre préoccupation que le gain ou ceux qui veulent protéger leur vie ?

Ceux qui se prévalent d'un manque à gagner colossal du fait des bloqueurs ou ceux qui ont permis d'établir que l'exploitation du site n'était pas possible ?

Bien évidemment les bloqueurs ne sont pas des saboteurs, ils sont des lanceurs d'alerte.

Nous refusons de croire que les plus hautes instances de l'Etat se rendent complices de cette situation et nous en appelons à leur sens des responsabilités.

Contact presse : Dominique Bouissou 06 62 23 34 45